

CONFLIT AIR ALGÉRIE

Le collectif du PNC dénonce «des pressions»

Deux PNC ont été suspendus depuis le 31 juillet. Leur suspension n'est visiblement pas accidentelle puisque ces deux employés ont été parmi les organisateurs de la dernière grève du personnel navigant commercial. L'un a mené une campagne de sensibilisation sur la grève sur Internet et la deuxième employée a préparé les banderoles et les affiches des manifestants.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Plus de trois semaines de réunion, les négociations entre le Collectif du personnel navigant commercial et la commission en charge avancent lentement tandis que l'administration continue de faire pression sur les travailleurs.

En effet, deux PNC ont été suspendus depuis plus d'une semaine et n'ont pas encore réintégré leurs postes. Une suspension qui n'est guère accidentelle puisque les deux employés en question ont été parmi les organisateurs de la dernière grève du personnel navigant commercial (11 au 14 juillet). L'un a mené une campagne de sensibilisation sur le mouvement de grève sur Internet et la deuxième employée a été chargée de préparer les banderoles et les affiches.

«C'est une manière de nous harceler et de nous intimider. Ces deux employés de la compagnie ont été verbalement suspendus depuis le 31 juillet. Ce n'est

pas normal qu'ils ne réintègrent pas leurs postes depuis !», affirme Yacine Hamamouche, l'un des quatre délégués du PNC. Il y a une semaine, une vingtaine de PNC (tous des grévistes) avait été suspendue d'Air Algérie pour différents motifs.

Le Collectif du PNC qui était en négociation s'était presque retiré de la table des discussions avec l'administration. Les syndicalistes avaient conditionné la reprise du dialogue avec la réintégration des travailleurs auditionnés. 18 ont été intégrés, deux sont encore suspendus.

Le Collectif du PNC compte se rendre aujourd'hui à l'Inspection du travail pour se renseigner sur les démarches nécessaires à suivre dans de pareilles situations.

Les négociations qui tournent essentiellement autour de la revalorisation salariale devaient être conclues le 31 juillet dernier. Les délais prévus ont été prolongés par les deux parties puisque



Photo : Samir Sid

Les négociations se prolongent.

le dossier n'avait pas été finalisé.

«Nous discutons des détails techniques qui sont importants. Nous avançons. Nous avons réglé pas mal de points déjà. D'autres sont à discuter», indique Yacine Hamamouche.

Les réunions avec la commission chargée du dossier se pour-

suivent tard dans la soirée, les deux parties débattent en présence d'experts, leurs points de vue. La signature d'un éventuel compromis semble de plus en plus difficile.

«Nous prendrons le temps qu'il faudra, nous étudions tous les détails techniques et toutes

les propositions. Comparativement aux autres travailleurs, il y a beaucoup d'inégalités et d'injustice, c'est normal que ça dure», souligne Yacine Hamamouche, précisant que pour le moment, aucune date finale n'a encore été fixée.

I. B.

LOUISA HANOUNE À PROPOS DU CHANGEMENT D'ATTITUDE DE OULD ABBÈS :

«A-t-on rappelé à l'ordre Monsieur le ministre ?»

La SG du Parti des travailleurs semble être plus que déçue par l'attitude de Ould Abbès qu'elle a qualifiée de contradictoire, concernant les pénuries de médicaments. «En l'espace d'une semaine, le ministre de la Santé qui avait dénoncé les lobbies mafieux du médicament a subitement changé de ton. A-t-il été rappelé à l'ordre par les enfants de MM. X et Y ou surtout et j'insiste la fameuse fille de M...», s'est-elle interrogée.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Pour Louisa Hanoune, qui a réuni hier son bureau politique, c'est un scandale que de justifier, masquer ou ne pas sévir contre les lobbies mafieux du médicament qui sont derrière la pénurie que connaît actuellement le secteur. Mais ce qui semble le plus intriguer, la SG du PT, ce sont les déclarations récentes de Ould Abbès qui, après avoir dénoncé les groupes de pression, a fait machine arrière en adoptant un autre langage et selon lequel il n'existe pas de pénurie mais seulement un léger dysfonctionnement dans la chaîne de distribution. D'où Louisa Hanoune se demande si les enfants de X et Y ou surtout la fameuse fille de M. ... n'ont pas fait jouer leur influence. Si la première dame du Parti des travailleurs laisse la question ouverte, elle n'a pas manqué toutefois de clamer : «La République est vraiment au service de pouvoirs occultes si les choses sont ainsi.»

Pourtant, pense Louisa Hanoune, il est facile de définir les défaillances, et ce à



Louisa Hanoune scandalisée par l'attitude du ministre de la Santé.

tous les niveaux. «Un représentant du Snapo a clairement présenté la situation sous ses différents angles et a bien défini à quel niveau se situent les anomalies. Il a parlé entre autres de statut exclusif pour certains importateurs et d'agréments qui ne répondent plus aux normes... si c'est ainsi, qu'attend-on pour réagir ou bien ces gens sont-ils si invulnérables ?»

«Qu'attendez-vous Monsieur le Président ?»

Abordant la question des réformes politiques annoncées par Abdelaziz Bouteflika, la SG du PT s'est demandée ce que

attend encore le président de la République pour prendre des décisions, surtout que le climat social actuel ainsi que l'actualité nationale et internationale pressent.

Sur la probable révision de la Constitution attendue prochainement, Louisa Hanoune espère que l'opération se fera dans le cadre d'un débat politique, au lieu d'être à nouveau imposée au peuple comme celles de 1989, 1996, 2002 ou encore celle de 2008 qu'elle a qualifiée de superficielle.

S'agissant de la prochaine tripartite, Louisa Hanoune a souhaité voir le gouvernement disposer d'assez de bonne volonté pour réformer la politique sociale à tra-

vers la définition d'une nouvelle politique salariale qui prenne en considération l'échelle des valeurs. «Il est inadmissible de payer celui qui a fait 13 ans d'études comme celui qui n'en a pas fait», a-t-elle souligné.

«Vous avez renoncé à un acquis de l'indépendance»

Par ailleurs, la première dame du PT ne semble guère rassurée par la généralisation de la carte Chifa. Pis, elle considère que cette nouvelle stratégie va priver 14 millions d'Algériens non affiliés à la Sécurité sociale de soins gratuits.

«En adoptant cette démarche, le gouvernement a renoncé à un des principaux acquis de l'indépendance, à savoir le droit aux soins gratuits», a-t-elle clamé tout en ironisant : «On ne fait pas d'économie sur la santé publique. Il faut plutôt faire des économies sur les cadeaux que donne le gouvernement au patronat.»

Enfin, Louisa Hanoune, et pour la première fois depuis le début du conflit, s'est prononcée sur l'affaire du projet de parking de Bois des Pins, apportant le soutien total du parti aux habitants du quartier.

«Ce n'est pas possible qu'il y ait encore des pratiques pareilles en Algérie. Qui est derrière ce projet, cet intouchable qui a abattu des arbres centenaires alors que l'affaire est en justice ? Qui est ce promoteur qui peut massacrer 120 arbres sans que personne réagisse ? Où est le ministre de l'Environnement dans cette histoire ? Pourquoi tant de silence sur un crime pareil ?», s'est-elle indignée.

M. M.